

# Monde

Suisse  
Economie  
Sports

Lourde inquiétude en Espagne, où les prix de l'huile d'olive, produit de première nécessité, s'envolent Page 12



## Haïti sombre dans l'anarchie



Un homme cagoulé dans les rues de Port-au-Prince, le 1<sup>er</sup> mars, un jour après que les violences entre gangs ont fait au moins cinq morts et 20 blessés dans la capitale haïtienne. KEYSTONE/EPA/JOHNSON SABIN

# «Ça me rappelle les pires moments de ma carrière»

**Olivier David, le directeur du bureau haïtien de l'ONG Helvetas, analyse les racines de la flambée de violence qui secoue la «perle des Antilles».**

**Théophile Simon**

Aéroport pris d'assaut par des hommes en armes, évasion massive de détenus, commissariats en proie aux flammes et des milliers d'habitants jetés à la rue par la violence: depuis le 29 février, Port-au-Prince, la capitale haïtienne, subit une véritable insurrection des gangs armés. L'un de leurs principaux chefs, surnommé «Barbecue», a menacé d'une «guerre civile» si le premier ministre du pays, Ariel Henry, ne démissionne pas.

Ce dernier, en visite au Kenya où il négociait la venue d'une force internationale censée reprendre le contrôle d'Haïti, se retrouve bloqué hors de son pays, incapable de reprendre les commandes d'un État en faillite. Les partis d'opposition, minés par les divisions, sont quant à eux incapables de proposer une alternative politique. L'organisation

d'élections est impossible dans un tel climat d'insécurité.

Depuis l'assassinat du président Jovenel Moïse, en 2021, Haïti n'en finit plus de sombrer dans le chaos. Les plus vulnérables paient cette anarchie au prix fort: plus de 4 millions d'Haïtiens se trouvent aujourd'hui en situation d'insécurité alimentaire aiguë, et le choléra fait son retour. Olivier David, le directeur du bureau haïtien de l'ONG Helvetas, témoigne des conséquences d'une crise de plus en plus insoluble.

**Comment s'explique ce nouveau pic de violence?**

Port-au-Prince est coutumière de ce genre d'épisode meurtrier. En août dernier, 40'000 personnes avaient dû fuir leur quartier de Carrefour-Feuilles lors de l'assaut d'un gang. En septembre 2022, le port marchand avait été envahi par un autre groupe armé, paralysant le pays. Cette fois, c'est l'annonce de la tenue d'élections «au plus tard» en août 2025 qui a mis le feu aux poudres. Ariel Henry, dont l'intérim après l'assassinat de Jovenel Moïse devait finir le 7 février, se maintient à son poste malgré son impopularité. Un gouvernement de transition était censé prendre sa place, mais cela n'a pas été le cas. Son opposition n'est pas en mesure de former une coalition crédible. C'est le flou artistique le plus total.

«À Port-au-Prince, c'est l'anarchie. Plus de 80% de la capitale est tenue par les gangs et les habitants vivent retranchés chez eux. La police est débordée, l'État n'est plus qu'un canard sans tête.»

**Olivier David**

**À quoi ressemble actuellement le quotidien en Haïti?**

À Port-au-Prince, c'est l'anarchie. Plus de 80% de la capitale est tenue par les gangs et les habitants vivent retranchés chez eux. La police est débordée, l'État n'est plus qu'un canard sans tête. En province, la situation est un peu meilleure. Les gangs n'y ont pas une emprise aussi grande. Mais le blocus de l'aéroport provoque une nouvelle paralysie du pays, d'autant que les principales routes reliant Port-au-Prince à la province sont tenues par les gangs. Résultat, l'argent liquide, qui était transporté par avion, ne peut plus circuler dans le pays. La faim progresse. Les mois et les années passent, la situation empire, et beaucoup d'Haïtiens ne voient plus d'autre solution que de fuir le pays.

**Helvetas parvient-elle encore à travailler?**

Voyant l'aggravation de la situation à Port-au-Prince, notre ONG a délocalisé ses bureaux en début d'année à Jacmel, sur la côte sud-est du pays. C'est plus calme, mais nous y ressentons tout de même les secousses de la crise actuelle: une mutinerie a eu lieu dans la prison de la ville pendant la nuit de mardi à mercredi. Nous continuons à déployer nos programmes - eau et assainissement, formation des jeunes, réduction des risques environnementaux -

pour aider 30'000 personnes mais nous sommes impactés par la paralysie de la logistique à l'intérieur du pays. Sans argent liquide, combien de temps pourrions-nous payer les salaires? La crise haïtienne me rappelle les pires moments de ma carrière, comme lors du déclenchement de la guerre civile en République centrafricaine, en 2013.

**Le déploiement d'une force internationale réglerait-il la crise?**

Encore faut-il que ce déploiement ait lieu! À ce stade, le budget de ce contingent d'environ 4000 soldats mené par le Kenya n'est pas bouclé. Seule la moitié des 600 millions de dollars nécessaires a été récoltée. Cela étant dit, si l'intervention est réalisée de façon professionnelle, elle peut faire une différence.

Rouvrir les points névralgiques du pays et faciliter la tenue d'élections seraient déjà deux évolutions importantes. Les Haïtiens sont partagés vis-à-vis de l'arrivée d'un nouveau contingent dans leur pays, mais beaucoup ne voient guère d'alternative. Les gangs sont de plus en plus puissants et forment maintenant leurs propres coalitions. Peut-être que ces alliances ne dureront qu'un temps, mais il faut agir: plus le temps passe, plus les gangs se renforcent et plus Haïti peinera à sortir de l'ornière.

## Hong Kong présente sa nouvelle loi sur la sécurité

**Asie**

**Le tour de vis se poursuit dans l'ancienne colonie britannique rétrocedée à la Chine, suscitant l'inquiétude des défenseurs de la démocratie.**

Les autorités de Hong Kong ont dévoilé vendredi leur projet de nouvelle loi sur la sécurité nationale. Ce texte doit venir compléter la loi sur la sécurité nationale imposée par Pékin en 2020 après les grandes manifestations de l'année précédente en faveur de la démocratie à Hong Kong.

Ce projet de loi énumère cinq nouvelles catégories d'infractions en plus de celles punies par le texte de 2020: la trahison, l'insurrection, l'espionnage, le sabotage et l'ingérence étrangère. Les autorités ont proposé que la peine maximale soit la prison à vie pour la trahison, l'insurrection, le sabotage mettant en danger la sécurité nationale et l'incitation à la mutinerie des membres des forces armées chinoises.

Le texte prévoit également d'élargir la notion de «sédition» (qui date de l'ère coloniale britannique) pour punir l'incitation à la haine à l'endroit des dirigeants communistes et du système socialiste de la Chine, tout en faisant passer la peine maximale encourue de 2 à 10 ans.

**«Responsabilité constitutionnelle»**

Le chef de la ville, John Lee, a affirmé que se doter d'une loi locale sur la sécurité nationale relevait d'une «responsabilité constitutionnelle», conformément à la Loi fondamentale, la mini-Constitution du territoire depuis sa rétrocession par le Royaume-Uni à la Chine en 1997.

Pendant que les députés discutaient vendredi du projet, la militante Alexandra Wong était la seule voix de l'opposition à se faire entendre à l'extérieur du siège du gouvernement. «Comment peuvent-ils ne consacrer qu'un peu plus d'un mois à [consulter] le public pour un projet de loi aussi important?» a-t-elle dit à l'AFP, sous la surveillance d'une douzaine de policiers.

Une porte-parole de l'Union européenne a déclaré à l'AFP que la loi «risquait d'accroître l'érosion des libertés fondamentales» à Hong Kong et que «certaines définitions et dispositions suscitaient de graves inquiétudes».

Les associations de journalistes, les organisations de défense des droits humains, les entreprises étrangères et les diplomates ont aussi exprimé leurs vives inquiétudes, craignant que ce texte ne restreigne encore davantage la liberté d'expression.

Une précédente tentative en 2003 d'introduire une loi sécuritaire avait été abandonnée après qu'un demi-million de Hongkongais étaient descendus dans la rue pour protester.

Depuis l'entrée en vigueur de la loi sur la sécurité imposée par Pékin, près de 300 personnes ont été arrêtées et plus de 170 inculpées. **AFP**